

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi matin, 24 janvier 2018

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

46 2017.RRGR.203 Motion 084-2017 Mentha (Liebefeld, PS)

Les forces hydrauliques suisses doivent rester suisses

Motion ayant valeur de directive (sauf ch. 2 et 3)

N° de l'intervention: 084-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 23.03.2017
Déposée par: Mentha (Liebefeld, PS) (porte-parole)
Ruchti (Seewil, UDC)
Stähli (Gasel, PBD)
Cosignataires: 67
N° d'ACE: 810/2017 du 16 août 2017
Direction: Direction des travaux publics,
des transports et de l'énergie

Les forces hydrauliques suisses doivent rester suisses

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de s'engager auprès du conseil d'administration de BKW et via ses participations pour que les centrales hydroélectriques suisses, dans lesquelles BKW détient une participation directe ou indirecte, restent suisses à long terme;
2. de s'engager auprès de la Confédération afin que les centrales hydroélectriques suisses restent suisses à long terme;
3. d'analyser comment, si la participation majoritaire à BKW devait être vendue, le canton de Berne peut s'assurer des participations majoritaires directes aux centrales hydroélectriques bernoises.

Développement:

L'approvisionnement en électricité est l'une des infrastructures les plus sensibles et est indispensable au fonctionnement de l'économie et de la population du canton de Berne. La force hydraulique est une composante essentielle de la sécurité de l'approvisionnement en électricité de notre pays. En tant que source d'énergie renouvelable la plus importante, elle constitue une infrastructure centrale pour une politique énergétique durable. Toutes les formations politiques reconnaissent la valeur de cette source d'énergie indigène propre. Au cours de siècles passés, les pouvoirs publics ont investi dans l'aménagement des forces hydrauliques pour la production d'électricité et les centrales hydroélectriques sont aujourd'hui détenues quasi exclusivement directement ou indirectement par les pouvoirs publics.

Ce principe est aujourd'hui sérieusement remis en question. Les grands producteurs d'électricité tels qu'Alpiq et Axpo connaissent des difficultés économiques car le coût de la production indigène sur le marché de l'électricité ne permet actuellement plus de couvrir les frais. Alpiq et Axpo essaient de vendre leur «argenterie». En comparaison, BKW est en meilleure posture, et ce pour diverses raisons. Mais avec cette concurrence accrue, même BKW est fortement sollicité et pourrait, selon l'évolution du contexte, développer les mêmes intentions.

Dans les cantons de Zurich et d'Argovie, plusieurs interventions visant à protéger les centrales hydroélectriques indigènes ont été adoptées en raison de ce danger.

Compte tenu de l'importance de la force hydraulique pour l'approvisionnement en électricité de la Suisse et du canton de Berne en particulier, toute vente à l'étranger doit être évitée. Et ce d'autant plus que le Grand Conseil a récemment adopté des interventions visant à vendre la majorité des actions à BKW. C'est pourquoi le Conseil-exécutif est sollicité. Il doit s'appuyer sur une analyse détaillée des participations directes et indirectes de BKW aux centrales hydroélectriques, en faisant

valoir son influence avec d'autres partenaires des pouvoirs publics, pour empêcher la vente de centrales hydroélectriques suisses. Grâce à la participation majoritaire à BKW, cela ne pose aucun problème. En effet, le Conseil fédéral a interdit la reprise de l'opérateur irlandais Eircom par Swisscom en faisant valoir sa participation majoritaire. Les centrales hydroélectriques doivent continuer à assurer la couverture des besoins en Suisse et ne pas être cédées à des investisseurs étrangers afin de servir des intérêts économiques à court terme.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est conscient de l'importance de l'exploitation de la force hydraulique indigène, sur le plan de la politique énergétique comme sur le plan économique, pour la Suisse en général et pour le canton de Berne en particulier. La force hydraulique constitue un élément essentiel des stratégies énergétiques cantonale et nationale. Le Conseil-exécutif s'engage résolument depuis plusieurs années en faveur du maintien de la force hydraulique, et estime qu'elle doit rester en mains suisses.

Réponses aux demandes formulées par les motionnaires:

1. Les demandes portent sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

BKW ne projette pas actuellement de vendre à l'étranger sa production d'énergie, dont une partie est issue de la force hydraulique. La production d'énergie fait partie intégrante de la stratégie de BKW.

La compétence pour une vente éventuelle reviendrait au conseil d'administration de BKW. Le Conseil-exécutif et sa représentante au conseil d'administration se prononceraient clairement contre un projet de vente de centrales hydroélectriques de BKW.

2. La situation difficile à laquelle la force hydraulique suisse doit faire face est reconnue sur le plan national, et cette question figure au sommet de l'agenda politique. Le Conseil-exécutif interviendra avec détermination auprès de la Confédération, dans la mesure de ses possibilités – par exemple dans le cadre de prises de position et de consultations sur des projets de politique énergétique – pour que les centrales hydroélectriques suisses ne soient pas vendues à l'étranger. La Confédération ne peut cependant pas, elle non plus, intervenir dans les procédures internes de sociétés de droit privé.
3. Une vente de la participation majoritaire du canton à BKW SA n'est pas prévue dans un avenir proche, et serait de toute façon impossible avant l'édiction de la nouvelle loi sur la participation à la BKW SA, qui doit être examinée par le Grand Conseil en première et deuxième lecture lors des sessions de novembre 2017 et de mars 2018. La nouvelle loi doit habiliter le Conseil-exécutif à réduire au besoin la participation cantonale à BKW SA, et ce aux conditions les plus avantageuses possibles. Si cette situation devait se produire un jour, il s'agirait d'examiner comment le canton peut s'assurer de participations majoritaires dans les centrales hydroélectriques. Il peut le faire en principe:
 - lors de l'expiration d'une concession, dans le cadre du retour légal de celle-ci au canton;
 - lors du renouvellement anticipé d'une concession (p. ex. pour cause de modifications de la concession);
 - lors de l'octroi de nouvelles concessions.

Dans chacun de ces cas, il est possible d'envisager différentes possibilités, qui devraient être analysées en détail en temps utile.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: adoption

La présidente. Wir sind beim Traktandum 46 angelangt: «Schweizer Wasserkraft gehört in Schweizer Hand». Bei Ziffer 1 handelt es sich um eine Richtlinienmotion, die andern beiden Ziffern sind keine Richtlinienmotionen. Die Regierung würde das Traktandum wegen der Richtlinienmotion gerne ziffernweise zur Abstimmung bringen lassen. Wir führen eine reduzierte Debatte. Das Wort hat der Motionär, Grossrat Mentha.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich danke dem Regierungsrat für die positive Aufnahme des Anliegens. Ich hätte mir persönlich vor einigen Jahren nicht vorstellen können, dass sich die Frage in der Schweiz überhaupt stellt und Stromkonzerne auf die Idee kommen, ihre Wasserkraftwerke zu verkaufen. Aber es ist so; wir sind unterdessen eines besseren belehrt worden. Die in Schwierigkeiten geratenen Firmen Alpiq und Axpo haben Absichten geäussert und konkrete Vorkehrungen getroffen, um ihre Beteiligung an den Wasserkraftwerken zu verkaufen, wobei es keine Rolle spielt, ob sie dann auch mehrheitlich ins Ausland gingen. Ausländische Investoren gibt es aus zahlreichen Ländern, nicht nur aus China. Es besteht in diesem Rat hoffentlich ein breiter Konsens darüber, dass wir langfristig keine ausländischen Mehrheitsbeteiligungen an der Schweizer Wasserkraft haben wollen. Weshalb nicht? Die Stromversorgung ist eine empfindliche Infrastruktur, und sie ist vor allem für das Funktionieren der Wirtschaft zentral. Hier gibt es ganz entscheidende Unterschiede, so beispielsweise zur schwedischen Traditionsfirma Volvo, die inzwischen dem chinesischen Milliardär Li Shufu gehört. Die Wasserkraft ist eine systemrelevante Komponente für eine sichere Stromversorgung. Von dieser hängt unsere Wirtschaft ab, und dies soll so bleiben. Wir wissen auch, dass Wasserkraft nachhaltig produzierte Energie schafft und zwar nicht zu knapp: Sie ist die grösste Energiequelle für saubere Energie, die wir in unserem Kanton haben. Das effektivste Mittel, um den Ausverkauf der Wasserkraft zu verhindern, ist der Erhalt der Mehrheitsbeteiligung des Kantons Bern an der BKW. Das ist vom Grossen Rat kürzlich in erster Lesung beschlossen worden und gut so. Es braucht indessen auch ein klares und deutliches Signal vonseiten des Grossen Rats in Richtung Exekutive. Mit diesem Signal stärken wir dem Regierungsrat den Rücken.

Ich mache noch eine Bemerkung zur Ziffer 3. Es gibt nicht nur die Möglichkeit, sich über Konzessionserteilungen an der Wasserkraft direkt zu beteiligen, sondern man könnte auch eine direkte Beteiligung des Kantons an den Wasserkraftwerken statt einer indirekten über die BKW halten. Ich danke Ihnen, wenn Sie diesen Vorstoss unterstützen und ihm zustimmen.

La présidente. Ist die Motion bestritten? Sie ist bestritten; dann hat zuerst Grossrat Ruchti für die SVP-Fraktion das Wort. Oder spricht er als Mitmotionär? Dann erteile ich ihm als Mitmotionär das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich glaube, dass mein Vorredner Grossrat Mentha das Wesentliche schon gesagt hat. Trotzdem möchte ich, da wir ja politisch und beruflich aus verschiedenen Richtungen kommen, noch den Aspekt der Wirtschaft beziehungsweise der Landwirtschaft untermauern. Es kann uns im kantonalen Parlament nicht gleichgültig sein, was mit unserer Wasserkraft geschieht. Wenn wir schon eine Energiestrategie haben, die dazu führt, dass wir in einigen Jahren alle Atomkraftwerke stillgelegt haben werden, was in Kürze beginnen wird, dann müssen wir Prioritäten setzen und auch einheimische Energien, über die wir noch verfügen – nämlich Wasserkraft, Sonnen- und Windenergie –, so lange wie möglich in eigener Hand behalten. Grossrat Mentha hat erwähnt, dass heute alle Unternehmen an die Börse gehen. Es ist unbestimmbar und unkontrollierbar, wer zu welcher Zeit welche Anteile kauft und dann das Sagen hat. Aus diesem Grund wollten wir eine Motion einreichen, die etwas dazu beiträgt, dass die Politik inklusive Regierungsrat jetzt im Wandel der Zeit, in welcher nicht mehr sicher ist, dass ein Regierungsrat als Mitglied im Verwaltungsrat der BKW sitzt, längerfristig die Mehrheit der Aktien behält. Wir haben dies in erster Lesung besprochen. Die zweite Lesung erfolgt in der Märzsession. Mir ist auch wichtig, dass der Kanton Bern die Tatsache beim Bundesrat hinterlegt, dass er als Wasserschloss dazu beiträgt, damit die Wasserkraft öffentlich bleibt, und ebenso, dass der Kanton Bern Eigentümer bleibt.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionen. Für die SVP-Fraktion hat Hugo Kummer das Wort.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Die SVP-Fraktion hat sich ausführlich mit der Motion Mentha und mit der damit verbundenen Forderung beschäftigt, wonach die schweizerischen Wasserkraftwerke in Schweizer Hand bleiben sollen. Betreffend Punkt 1 soll sich der Regierungsrat dafür einsetzen, dass schweizerische Kraftwerke langfristig in Schweizer Hand bleiben. Hier muss man klar betonen, dass es eine Richtlinienmotion ist. Zurzeit gibt es auch keine grösseren Pläne beziehungsweise Interessenten aus dem Ausland, die eine Übernahme der Wasserkraftwerke durch ausländische Investoren befürchten liessen. Ausserdem ist es ein Geschäft, das auf der Stufe Verwaltungsrat behandelt werden müsste. Gemäss Punkt 2 soll der Regierungsrat auf nationaler Ebene gegen ei-

nen Verkauf einheimischer Kraftwerke beim Bund aktiv werden. Auch hier kann der Bund nicht in Abläufe von privatrechtlichen Gesellschaften eingreifen, was ich als wichtig erachte.

Zu Punkt 3, in welchem der Motionär bereits eine Prüfung verlangt: Der Regierungsrat soll prüfen, ob er beim allfälligen Verkauf von Mehrheitsbeteiligungen der BKW die Mehrheitsbeteiligung direkt an den Wasserkraftwerken sichern könnte. Sie liegen genau richtig, die Stossrichtung ist eigentlich sympathisch, Grossrat Mentha, das kann ich Ihnen bestätigen. Aber auch hier muss ich sagen, dass Sie in Punkt 3 bereits eine Prüfung verlangen. Aus unserer Sicht ist das eine Prüfung in Postulatform. Zu erwähnen gilt es ausserdem, dass die Eigentümerschaft von Wasserkraftwerken mit der Stromversorgung unseres Landes nichts zu tun hat. Aus diesen verschiedenen Gründen kann die SVP-Fraktion höchstens ein Postulat unterstützen. Die Motion würde eine grosse Mehrheit ablehnen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die BDP-Fraktion sieht dies ein bisschen anders. Wir sind auch der Meinung, dass wir zu unserer Wasserkraft Sorge tragen müssen, und zwar in allen Bereichen. Ich habe dies schon bei anderer Gelegenheit gesagt. Die Wasserkraft gehört zur wirtschaftlichen Landesversorgung. Wir müssen alles daran setzen, dass die Wasserkraft in Schweizer Hand bleibt. Die BDP-Fraktion wird wie die Regierung abstimmen.

La présidente. Es haben sich keine weiteren Fraktionen gemeldet. Ich gebe das Wort gerne der Energiedirektorin. Sie möchte nicht sprechen. Das heisst, dass wir direkt zur Abstimmung kommen. Wer die Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 105

Non 15

Abstentions 3

La présidente. Die Ziffer 1 ist mit 105 Ja- zu 15 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen worden.

Wer die Ziffer 2 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 99

Non 27

Abstentions 2

La présidente. Die Ziffer 2 ist angenommen worden mit 99 Ja-, 27 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.

Wir sind bei der Ziffer 3 angelangt. Wer diese annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 91

Non	37
Abstentions	4

La présidente. Die Ziffer 3 der Motion ist angenommen worden mit 91 Ja- zu 37 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.